

Notes de lecture 25

Octobre 2014

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

Le grand bond en arrière

Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde

Serge Halimi

Agone

780 pages, 16€, nouvelle édition mise à jour et augmentée, 2012

(notes de lecture de J-P Allétru)

Les ravages provoqués par le libéralisme sont criants : chômage, insécurité, injustices, catastrophes écologiques... Mais comment une doctrine aussi nuisible s'est-elle imposée au point de devenir la « pensée unique » ?

Le travail idéologique de ce qui n'était au départ guère plus qu'une secte, l'abandon des couches populaires par les démocrates américains puis par les partis dominants de la gauche, la puissance retrouvée du capital et sa capacité à trouver des appuis au sein même du peuple, la démocratie progressivement mais systématiquement vidée de son pouvoir ... C'est cette histoire navrante que nous raconte cet ouvrage, fondamental pour mieux comprendre comment nous en sommes arrivés là. On verra au passage que les vieilles recettes sont toujours à l'œuvre, et toujours aussi efficaces...

Mais il ne faut pas désespérer...

L'ordre keynésien

Au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, l'idée d'une économie plus ou moins administrée par l'Etat ne soulevait guère d'objections. En France, 42 % des crédits du plan Marshall furent affectés à trois entreprises publiques : EDF, les Charbonnages et la SNCF.

Autrefois cabossés par un marché qui, en 1929, a failli dans des proportions colossales, les peuples occidentaux réclamaient davantage d'Etat.

De 1950 à 1960, les inégalités entre pays et à l'intérieur de chacun d'eux régressèrent. Cela ne s'était pas produit depuis 1820. Cela ne se reproduira pas après 1960...

Le parti démocrate américain s'éloigne des couches populaires

Dès la fin des années 1930, dans un contexte peu porteur à leurs yeux, les ultralibéraux avaient compris la nécessité d'entreprendre un travail idéologique de long terme destiné à éduquer tant les élites de droite que celles de gauche : « des idées neuves ne commencent à exercer de l'influence sur les actions politiques qu'une génération au moins après avoir été formulées pour la première fois » (Friedrich Hayek).

Les Etats-Unis vont servir de laboratoire. De par leur histoire (leur révolution est en fait une guerre de colons contre leur pays d'origine –elle s'apparente, comme l'a dit le néo-conservateur Samuel Huntington, davantage au combat des pieds-noirs d'Algérie contre la République qu'à la Révolution française), les Etats-Uniens sont caractérisés par le culte de l'individu, et une très forte croyance en la mobilité sociale (19 % des contribuables croient déjà appartenir à la catégorie du 1 % de contribuables le plus riche ; et 20 % imaginent qu'ils la rejoindront bientôt).

Reagan fut démocrate jusqu'à un âge assez avancé. Son père, qui avait perdu son emploi pendant la crise de 1929, avait été embauché par une des agences créées par le New Deal. Dans les années 1950, la progression du niveau de revenus de l'acteur d'Hollywood lui fait mesurer le poids de la fiscalité [on pense à Depardieu aujourd'hui], et, oubliant ce que son père a dû à l'Etat, il se convertit au parti républicain. Il suggère que les programmes publics se sont métamorphosés en filets de protection permanents pour les oisifs [Sarkozy n'a rien inventé]. Comme lui, des millions d'Américains ne veulent pas que l'échelle de la mobilité sociale qui les a servis, eux et leurs

parents, en vienne à secourir ceux –les Noirs en particulier- qui entendent les rejoindre, voire se mêler à eux [*Les Le Pen, hier et aujourd'hui, non plus*].

Mais la **contre-révolution reaganienne n'a été possible qu'à cause du tournant technocratique ou élitiste du parti démocrate**. Alors que celui-ci, dans toute la première moitié du XX^{ème} siècle s'était fait le défenseur des petits agriculteurs, du type de ceux que Steinbeck décrit dans *Les raisins de la colère*, peu à peu, il s'est enfermé dans un univers d'experts, de technocrates, d'intellectuels et d'artistes de moins en moins intéressés par la question sociale. Quand on ne comprend pas un peuple qu'on ne fréquente plus, mieux vaut disqualifier ceux qui l'écoutent encore : le populisme, voilà l'ennemi ! L'électorat populaire laissé en déshérence devenait ainsi disponible pour une mobilisation de type réactionnaire.

Dès les années 1950, alors que la guerre froide fait rage, les démocrates se démarquent des communistes et des syndicats ouvriers : « le parti démocrate est contre le socialisme sous toutes ses formes. Je suis opposé à la médecine socialisée, à l'agriculture socialisée, à la banque socialisée ou à l'industrie socialisée » (Adlai Stevenson, candidat à la Maison blanche en 1952 et 1956). A la fin des années 1960, le « mouvement »-contestataire, de gauche, indépendant du parti démocrate-, dont en 1968 l'offensive du Têt au Vietnam va décupler l'énergie, est trop jeune, trop faible, beaucoup trop méprisant à l'égard du prolétariat blanc et des syndicats pour cristalliser la coalition « populiste, progressiste et internationaliste » dont rêvent à l'époque certains radicaux. Vient alors l'heure de la réaction, celle du parti républicain.

Renforcée par la polarisation raciale, la droite américaine amorce la « révolution néolibérale »

Dès la fin des années 1960, **une nouvelle droite étend son influence dans les couches populaires**, enfonce un coin entre le monde ouvrier et les syndicalistes, utilise la polarisation raciale, la panique morale et la hantise de l'insécurité, avec pour résultat que, à partir de 1964, la majorité des Blancs va voter républicain à chaque scrutin présidentiel. Pendant que les démocrates désactivaient la question sociale en se présentant comme d'aussi loyaux porte-parole du monde des affaires que leurs adversaires, les républicains, eux, martelaient sans relâche la question des « valeurs » afin de séduire un électorat populaire.

C'est dans ce terreau assez rétrograde –fondamentaliste, nationaliste, raciste, sécuritaire, machiste- que la « modernité » néo-libérale va s'épanouir. Sans le *backlash* (retour de bâton) des années 1970 aux réformes émancipatrices des années 1960 (interdiction de la discrimination dans tous les domaines de la vie sociale, et garantie du droit de vote des Noirs), il n'y aurait sans doute pas eu de « révolution néolibérale » aux Etats-Unis. La question raciale et la pléthore de celles qui y sont associées (fiscalité, religion, crime, éducation, pauvreté, prisons) vont apporter au parti républicain les bataillons de suffrages populaires sans lesquels il n'aurait jamais pu mener, sur la durée, ses politiques de **redistribution des revenus au profit des riches**. Pour purger un éventuel reliquat de mauvaise conscience, il suffira de se persuader que les aides aux populations défavorisées leur nuisent, en fait, en les enfonçant dans une « culture de la dépendance », de l'assistanat, et encouragent l'indolence ou l'imprévoyance... Pendant qu'il offrira de plantureux abattements fiscaux aux riches, Ronald Reagan promettra aux catégories populaires le retour à la loi, à l'ordre et au patriotisme, la résurgence de l'univers enseveli de la petite maison dans la prairie, des drapeaux qui flottent, des couples qui se marient et de la tarte aux pommes de grand-mère [*la recette a beaucoup servi depuis, ailleurs...*].

La montée des tensions raciales est inséparable d'un environnement économique et social marqué par l'affaiblissement continu de la position des Blancs d'origine populaire, en particulier sans qualification, dont le revenu réel ne cesse de baisser à partir de 1973 –et pendant un quart de siècle.

La baisse du niveau des salaires débouche sur la dégradation du temps consacré à la famille (22 heures par semaine en moins entre 1969 et 2000) : la durée du travail salarié augmente (1666 heures par an, contre 1656 en France et 1399 en Norvège) ; en 2000, les deux parents travaillent dans 70 % des ménages, alors qu'en 1960, 70 % des familles comprenaient un parent au foyer ; alors que les crèches sont rares, que l'école publique ne prend les enfants qu'à partir de 6 ans, et qu'elle les libère à 3 heures de l'après-midi ; si bien que 20 % des enfants de 6 à 12 ans se retrouvent dans une maison vide...

La très forte augmentation des dépenses de logement, de garde d'enfants, d'assurance maladie, de déplacements, imputable à des services publics déficients (HLM, crèches, santé, transports en commun) a eu pour résultat que le revenu discrétionnaire d'une famille américaine moyenne avec deux enfants dont, en 1970, un des parents travaillait était alors supérieur à celui de la même famille trente ans plus tard avec les deux parents au travail.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui le pays le plus inégalitaire du monde. Le 1 % d'Américains le plus riche détient plus de 40 % de la richesse nationale, une proportion proche du sommet atteint en 1929 (44,2 %), alors que pendant près d'un demi-siècle, elle avait baissé (pour atteindre 19,9 % en 1976).

Les idées ont des conséquences...

Les idées et les moyens

Le début des années 1970 est caractérisé par un certain **désarroi intellectuel**. Le taux de profit se dégrade dès 1966 ; l'inflation réapparaît aux Etats-Unis ; en 1974, le PNB américain chute de 3 %... L'expertise des économistes est battue en brèche par la coïncidence, théoriquement insolite, de l'inflation et du chômage. (L'explication de fond sera donnée plus tard par l'historien Eric Hobsbawm : « la **croissance** de l'Age d'or [période de reconstruction après la Seconde guerre mondiale] n'est plus là pour permettre aux profits et aux revenus salariaux d'augmenter concurremment sans se nuire »).

Alors que les potentialités progressistes restent significatives (échec de l'impérialisme américain en Indochine, révolution des Œillets au Portugal, essor de l'eurocommunisme, union de la gauche en France autour d'un programme de « rupture avec le capitalisme »), c'est le néolibéralisme qui va tirer profit de ce désarroi.

Au cours des années 1980, la priorité est donnée à la lutte contre l'inflation. Ce qui conduira à une politique d'argent cher, à la compression des dépenses publiques (sociales en particulier), à l'ouverture à la concurrence internationale et, surtout, à un affaiblissement du mouvement ouvrier. Car seule une modification en ce sens du rapport de classes permettra que l'ajustement nécessaire s'opère au détriment du revenu réel des salaires. La peur du chômage va contribuer à cette discipline. Partout, l'échelle mobile des salaires (l'indexation de leur évolution sur celle des prix) va être remise en cause.

Le choix entre chômage et inflation est en définitive un **choix entre capital et travail**. Pour un Etat endetté, l'inflation a le double avantage d'alléger le montant réel du remboursement de ses emprunts et de faire basculer nombre de contribuables dans une tranche d'imposition supérieure.

Les analyses néolibérales sont cohérentes : l'action de l'Etat détruit la société, l'aide publique accroît la dépendance des indigents, les lois antitrusts gênent la concurrence, les réglementations sanitaires libèrent les individus de se montrer prudents... ; les législateurs mal informés ne cessent d'aggraver les souffrances humaines en s'efforçant de les soulager. Aussi, faut-il, pour Hayek (1960), « déréglementer, privatiser, réduire et simplifier les programmes de sécurité sociale, diminuer la protection contre le chômage, supprimer les programmes de subventions au logement et les contrôles de loyer, abolir les programmes de contrôle des prix et de la production dans l'agriculture, réduire le pouvoir syndical ». **Irréalisables en 1960** (en raison du rapport de forces politique et stratégique d'alors), **ces mesures libérales constituent, vingt-cinq ans plus tard, le pot commun de tous les gouvernements occidentaux, de droite comme de gauche**.

Et les idéologues du marché en veulent toujours plus. Même après que le démocrate Bill Clinton a démantelé l'aide fédérale aux pauvres, la gauche française privatisé plus que quiconque avant elle, les socialistes suédois proclamé la supériorité du capitalisme, la vitalité des libéraux ne se dément pas. Tant de détermination trouve sa source dans un **basculement progressif du pouvoir à l'intérieur même de la classe dirigeante**. Les politiques de libéralisation rendent en effet la main aux **détenteurs de capital** et la retirent à son appareil de gestion, aux managers.

« Le néolibéralisme se développe dans la perspective de combattre toute limitation par l'Etat du libre fonctionnement des mécanismes de marché ». Les instruments ? Le monétarisme, qui empêche les gouvernements de financer leurs dépenses en ayant recours à la planche à billets, et la baisse des impôts, qui oblige les Etats à réduire la voilure de leurs interventions. Indépendance des banques centrales, et, en Europe, destruction des monnaies nationales. Pénalités financières des pays de l'Union européenne dont la politique de dépenses publiques serait jugée trop accommodante. Ouverture des frontières (GATT puis OMC). C'est une **vision stratégique**, toujours la même, qui est recherchée : **la création d'une impuissance publique**.

Les politiques keynésiennes créaient des déficits pour donner du travail aux chômeurs. Bien qu'elles prétendent le contraire, **les politiques néolibérales ont réduit les impôts des riches pour créer des déficits et des dettes publiques**. Ce fut un moyen « naturel » permettant d'obliger l'Etat à se concentrer sur ses fonctions régaliennes (c'est-à-dire principalement répressives).

En France, c'est Jacques Attali, dont la conversion au néolibéralisme sera aussi brutale que lucrative (pour lui), qui instruira François Mitterrand des vertus de la révolution fiscale à l'américaine : « trop d'impôts tue l'impôt », prétend-il (dans les faits, au contraire, on a pu observer aux Etats-Unis que le relèvement du taux d'imposition maximal des particuliers, passé de 28 % à 39,8 % entre 1986 et 1993, loin d'avoir creusé les déficits budgétaires en décourageant l'activité, a ouvert la voie à leur disparition provisoire grâce à la plus longue période de croissance de l'histoire américaine).

Pompidou, Thatcher, favorisent l'accès à la propriété immobilière : **rien de tel qu'une classe nombreuse de petits propriétaires pour conjurer une menace contre l'ordre social.** Aux Etats-Unis aussi, l'action de l'Etat (prêts à faible taux d'intérêt, construction des infrastructures routières, fiscalité réduite sur les carburants) permet l'essor d'un groupe social construisant son petit paradis à l'extérieur ou à la périphérie des métropoles. Sans une base sociale en partie construite par des politiques publiques, la pensée de marché serait restée à l'état de spéculations fumeuses.

Selon une dynamique bien connue, plus l'Etat s'ouvre à des catégories sociales auparavant écartées du jeu politique et dispose des moyens d'agir économiquement en leur faveur, plus les penseurs de droite en viennent à fulminer contre l'action publique, le suffrage universel, et, au fond, à remettre en cause la démocratie. Aujourd'hui, ce risque paraissant écarté (l'Etat ayant été réduit à une quasi-impuissance), l'élection, la « démocratie » sont à nouveau célébrées, ritualisées parce que devenues sans objet, par un **verbiage « citoyen » permanent.**

La **Société du Mont Pèlerin**, qui visait autour de Hayek, dès 1947, à réhabiliter le libéralisme économique auprès des élites, fut construite sur le **modèle léniniste** (quelle ironie !) d'un « centralisme démocratique » dépourvu de faiblesse, trempé dans le corps à corps avec l'ennemi : recrutement par cooptation, filtrage rigoureux, échanges à caractère confidentiel et secret... D'autres institutions lui ont ensuite emboîté le pas : la Commission trilatérale, le groupe Bilderberg, la Fondation Saint-Simon, le Forum économique mondial de Davos. Vers la fin des années 1970, l'essentiel du labeur de refondation intellectuel est accompli et les temps sont mûrs. Les *think-tanks* changent alors de nature et se diversifient, ils élargissent leurs rangs et leur audience, ils courent les médias.

Un bienfaiteur se propose : le patronat. « **Les idées du business deviennent le business des idées** ». La modification de l'idéologie dominante va aboutir à substituer au triangle néokeynésien de Harvard, de la Brookings Institution et du *New York Times* un axe université de Chicago, American Enterprise Institute, Wall Street Journal. Avec cette différence que les premiers se croyaient (ou se prétendaient) au-dessus de la mêlée, tandis que les seconds se savaient militants d'une cause. A financement égal, les fondations ultraconservatrices allaient disposer d'un avantage : leurs chercheurs avaient déjà trouvé.

L'investissement des milieux d'affaires dans les *think-tanks*, prolongé par le financement des partis politiques (aux Etats-Unis, tout autant le parti démocrate que le parti républicain) et celui des médias, allait se révéler extrêmement rentable (baisse considérable des impôts). Le modèle américain gagna l'étranger. Les libéraux s'installèrent dans la presse grand public, avec un œil sur les positions d'**éditorialistes** qui leur permettaient de **tout expliquer, y compris l'échec de leurs recommandations précédentes, et de préconiser en guise de remède une dose de libéralisme supplémentaire.** Dans le cas français, *Libération* dans les années 1980, *Le Monde* à partir des années 1990 furent les courroies de transmission de la nouvelle croyance d'autant plus efficaces qu'on les soupçonnait d'avoir été d'abord réservés à son égard.

Le paradis des maîtres

« Nous voulions changer le monde, et nous avons changé le monde ». Reagan (1989) peut se réjouir. La droite à son tour a constitué son Internationale, conforté l'influence de ses deux capitales (Washington et New York), musclé son corps de doctrine (le « libéralisme »), mandaté ses commissaires (FMI, OMC, OCDE, Banque mondiale), organisé ses congrès (Davos), gravé dans le marbre son règlement intérieur (les critères de convergence européen et les plans d'ajustement structurels du FMI). Le but ? Installer sur terre le paradis des maîtres.

Comment ces organisations internationales en sont-elles venues à concilier tant de puissance, d'arrogance et d'incompétence ? Car plus les autorités économiques d'un pays ont suivi leurs conseils, ceux du FMI en particulier, plus la calamité a été grande pour ses habitants. Et à l'inverse, c'est souvent au moment où ces pays maltraités ont envoyé valser les oukases du FMI que leur descente aux enfers s'est interrompue (Thaïlande, Corée du Sud, Indonésie, Russie, Argentine)...

Et pourquoi ceux qui – à l'OCDE, à l'ENA, à Sciences Po, à la direction du Trésor, à la Banque mondiale, dans les grandes universités américaines, dans les partis socialistes-, keynésiens hier, deviendront-ils en un tournemain des partisans et des acteurs de premier plan de la transformation néolibérale ? Pourquoi tant de hauts fonctionnaires qui, à la faveur de la reconstruction et des Trente glorieuses, avaient su affirmer leur autonomie et imposer leur rationalité d'Etat, le cas échéant contre le capital, s'associent-ils désormais à la sainte alliance de tous les dominants qui se reforme autour de la finance ? C'est que tous y trouvent maintenant leur intérêt. Une

longue file de très hauts fonctionnaires semble n'attendre que de « pantoufler » à la direction de conglomerats privés.

Un tel basculement des rapports de classe au profit des détenteurs du capital a profité de trois transformations : la **décomposition du « bloc soviétique »** et la fin de la guerre froide ; la **disqualification du « tiers-mondisme »**, c'est-à-dire aussi de tout mode de développement non exclusivement fondé sur le marché et sur le libre-échange ; l'**application, enfin, des nouvelles politiques libérales par des formations de gauche** autrefois déterminées à les combattre.

La **fin du « bloc soviétique »** sacre en effet le triomphe de la pensée libérale, désormais débarrassée à la fois d'un rival planétaire et d'une mauvaise conscience historique. Au lieu de constituer la réponse du prolétariat à la sauvagerie que lui ont imposée la révolution industrielle et son mode de production, le syndicalisme et le socialisme deviennent, dans la nouvelle pensée dominante, l'enfance, la genèse de la « tentation totalitaire ».

Grâce, notamment, au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, **les Etats-Unis parviennent à imposer aux pays du Sud des politiques** d'« ajustement structurel » qui, presque partout, se traduisent par la même panoplie de **saignées successives** : réduction des dépenses publiques, des salaires et de la consommation, dévaluations, privatisations. Au total, explique un ancien responsable de la Banque mondiale, la planète n'avait jamais assisté à de tels flux financiers vers le Nord « depuis le pillage de l'Amérique latine par les conquistadors ».

Le triomphe du néolibéralisme et de son nouveau projet économique ne peut être séparé du démantèlement de la gauche par les dictatures, avec le soutien de la CIA : Chili, Guatemala, Salvador, Nicaragua, Brésil, Argentine... Les traités libre-échangistes se multiplient. En 1994, Bill Clinton peut se réjouir : « en un an, avec l'Alena [accord de libre-échange nord-américain], avec le GATT, avec nos efforts en Asie et notre Stratégie nationale pour l'exportation, nous avons fait davantage pour *ouvrir les marchés mondiaux aux produits américains* que n'importe qui en deux générations ». A défaut de profiter aux peuples vivant dans la misère, l'ouverture des frontières a verrouillé en place le modèle capitaliste occidental en livrant la plupart de secteurs clés de l'économie à des entreprises multinationales ou à des fonds spéculatifs. Elle a favorisé la flexibilité du marché du travail en généralisant la menace d'une délocalisation. L'argument de la concurrence internationale permet de libéraliser en feignant de n'avoir d'autre choix. Et de stigmatiser les protestataires éventuels comme autant de « paresseux » qui s'obstinent à vouloir vivre « à l'abri de protections inadmissibles ».

La « mondialisation » constitua une machine de guerre dressée contre toute volonté de contenir le capitalisme total et permettant de défaire le contrat social en invoquant les contraintes internationales.

La politique « à l'américaine » étend ses habitudes au reste de la planète. Le politique s'étant dépossédé de tout pouvoir réel, la confrontation électorale n'est plus qu'un faux semblant, les sujets qui font la différence deviennent accessoires, les sondages permettent d'ajuster la communication politique aux « attentes du public ». La « surclasse » mondiale qui détient les rênes (l'oligarchie) n'a eu de cesse de camoufler sa propre domination en entretenant, au sein des catégories populaires, des divisions d'ordre ethnique, culturel et racial, souvent exacerbées par des politiques de ségrégation sociale. Grâce à l'immigration et au libre-échange, elle met les travailleurs occidentaux en concurrence avec le prolétariat du tiers-monde. L'opposition de l'extrême-droite raciste et xénophobe à ses desseins est pour elle providentielle : elle lui permet de dissimuler sous une couverture internationaliste et humaniste son projet colonial et marchand, et de rallier ainsi des forces de gauche, des journalistes, des intellectuels...

Les nouvelles formes de management ont contribué à casser les éventuelles résistances de la classe ouvrière : individualisation du travail (primes au mérite, cercles de qualité), éclatement des statuts (contrats à durée déterminée, intérim).

Machine à « réformer » les sociétés malgré elles, construction idéologique qui permet de stigmatiser tout refus du projet libéral en le qualifiant aussitôt de « nationaliste », voire de « xénophobe », « **l'Europe** » va aider les gouvernants à feindre de subir ce qu'ils ont choisi.

La gauche, à son tour

A partir des années 1980, **la conversion de la gauche opère à l'échelle de la planète.** La voie social-démocrate d'un compromis entre capital et travail devient impraticable. Elle supposait l'existence d'un rapport de force qui a désormais basculé. La libéralisation des marchés financiers décuple le pouvoir des actionnaires et l'influence de ceux qui parlent en leur nom. Le « socialisme » cesse d'être d'actualité au moment où le capitalisme redevient sauvage. Dorénavant, l'alternance peut survenir, elle n'implique plus d'alternative. Et l'ancien dissident russe Alexandre Zinoviev peut constater, en 1999 : « Aujourd'hui, les socialistes au pouvoir dans la

plupart des pays d'Europe mènent une politique de démantèlement social qui détruit tout ce qu'il y avait de socialisme justement dans les pays capitalistes ». Les masses prolétaires cessent de préfigurer les « lendemains qui chantent » et ne sont plus, dans le discours dominant, que des « exclus » titubant entre chômage et expression de rancœurs xénophobes.

« Le communisme comme modèle et comme système est mort avec la chute du mur de Berlin en 1989, suivi de la disparition de l'Union soviétique en 1991 », répète Pierre Moscovici en 2003. « La social-démocratie l'a définitivement emporté ». En vérité, le basculement qui intervient affaiblit aussi leur légitimité historique. Il va les condamner non seulement à ajuster leurs principes à leurs pratiques, mais leurs pratiques à celles d'une droite qui se durcit.

La mutation des travaillistes britanniques (« M. Blair parle à présent notre langue, la langue du business », se réjouissait en 1997 Alain Turner, directeur général de la confédération patronale) favorise une métamorphose sociale et politique à l'échelle du continent. Les partis de gauche, surtout au sud de l'Europe, qui maintenaient des liens encore forts avec les organisations syndicales les brisent les uns après les autres : Portugal, Italie, Espagne...

La question de la propriété des moyens de production surdétermine le reste. Si la puissance publique ne dispose pas des moyens de conduire ou d'orienter une politique économique (monnaie, budget, secteur public, contrôle des investissements), elle n'a pas d'autre choix que d'offrir aux chefs d'entreprise nationaux et aux investisseurs étrangers des conditions de rentabilité supérieures à celles qu'ils trouveraient ailleurs.

La mise en œuvre d'orientations égalitaires ne repose pas nécessairement sur l'action de l'Etat. Par la grève ou par le contrat, les ouvriers et les employés ont pu améliorer leurs conditions de travail. Souvent, les mobilisations de la base (qu'on pense, en France, à Juin 36 ou Mai 68) ont enclenché la mécanique des lois sociales ; elles ont aussi freiné ou empêché les régressions conservatrices ou néolibérales.

Mais cette puissance ouvrière ne pèse plus comme avant. « Les ouvriers, qui avaient pour eux la force du nombre, ont peu à peu cessé d'être craints et ne font plus peur aux dirigeants. » (Stéphane Beaux et Michel Pialoux).

La perspective de grandes victoires sociales s'éloigne avec la **baisse du taux de syndicalisation**, lequel est déprimé par la cession au privé des services publics où les organisations ouvrières pesaient d'un poids particulier.

Puisque les ouvriers devenaient invisibles (tout en demeurant très nombreux), la gauche de gouvernement décida de courtiser des groupes sociaux à la fois moins susceptibles de la reléguer dans le camp des « perdants » de la mondialisation : « tout pour les **classes moyennes** » devint le nouveau mot d'ordre.

Outre qu'il est difficile de la circonscrire (« plus de 60 % des gens pensent désormais qu'ils appartiennent à un degré ou à un autre à la classe moyenne »...), cela présente l'avantage d'évacuer la question ouvrière, celle de l'exploitation, et, partant de là, celle de la relation conflictuelle entre capital et travail.

La polarisation autour des « identités » (ethniques, religieuses, culturelles) a contribué à la dispersion de la gauche. Très vite, une connivence de fait est apparue entre la stratégie de diversion de la droite (parler de morale, de valeurs et de patriotisme pour rassembler derrière soi des groupes sociaux que le nouveau capitalisme attaque de front) et le sectarisme narcissique de la gauche « multiculturelle ».

La question sociale et la question de l'environnement sont liées. C'est parce que des travailleurs dont le destin est menacé s'identifient aux intérêts de leur industrie et de leurs patrons qu'ils voient d'un mauvais œil les écologistes aspirant à les défendre contre les accidents du travail et la pollution des rivières.

Conclusion

Capitalistes de tous les pays, enrichissez-vous !

Grâce au néolibéralisme, l'oligarchie domine le monde. Elle a grignoté peu à peu la démocratie. Son pouvoir se renforce jour après jour par les politiques qu'elle impose dans tous les domaines (logement, éducation, retraites, ...). Serait-ce la fin de l'histoire ?

Les républicains étaient peu nombreux avant la prise de la Bastille.

Le mouvement de bascule apparemment universel en faveur du capitalisme pourrait ne pas durer. Le capitalisme, le marché, ne constitue pas une utopie, même au seul plan économique. A la différence du socialisme, le capitalisme, qui ne promet d'éliminer ni la pauvreté, ni le racisme, ni le sexisme, ni la pollution, ni la guerre, fait très peu appel à l'idéalisme des jeunes et des intellectuels. Le combat entre la gauche, les avocats du changement, et la droite, n'est pas terminé.

Les cadres, dont le pouvoir d'achat stagne, se sentent de plus en plus étrangers aux priorités des actionnaires. Les délocalisations s'étendant aux centres d'appels, aux sociétés de service informatique, à des professions de plus en plus spécialisées, les effets positifs du libre-échange commencent à ne plus être mis en doute seulement par des ouvriers populistes mal dégrossis.

En mai 2005, le refus par une majorité de Français et de Néerlandais du traité constitutionnel européen a peut-être constitué le signe avant-coureur d'un tel retournement...

Mais comment imaginer aujourd'hui que le combat contre le libéralisme peut produire autre chose que des déconvenues s'il ne remet pas en cause des piliers de l'ordre marchand aussi déterminants que le libre-échange et la privatisation des services public, celle de l'enseignement, de l'information, de la culture, de l'école, de la santé ?